

Les Burundais veulent le changement selon Doudou Diène de l'ONU

Deutsche Welle, 20.05.2020 La Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi s'inquiète du déroulement des élections. La campagne a été marquée par des affrontements violents entre des partisans de l'opposition et ceux du pouvoir.

Cela fait des mois que la Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi alerte les autorités et la communauté internationale sur les risques d'une aggravation de la situation à l'approche et au lendemain des élections. Ce mercredi les Burundais sont appelés à choisir un nouveau président. Le président sortant, Pierre Nkurunziza, ne se représente pas. La campagne électorale a été marquée par des violences et de nombreux opposants ont été arrêtés. Une déplorée par le président de la Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi, Doudou Diène. DW : Que repensez-vous au processus électoral au Burundi ? Doudou Diène : Il y a trois critiques de fond que nous exprimons. La première critique, c'est que les libertés fondamentales qui garantissent des élections libres, indépendantes et crédibles ne sont pas respectées. Il y a des violations du droit à la vie, à la liberté, à l'intégrité physique, violations des libertés publiques, violation des droits économiques, sociaux. Mais la deuxième critique de fond, c'est que les institutions et mécanismes nationaux qui garantissent la crédibilité de l'élection ne sont pas indépendants, ils sont totalement contrôlés par le pouvoir. Et enfin, ce sont des élections dans lesquelles les observateurs sont absents, tant nationaux, régionaux qu'internationaux et des Nations unies. Et donc, sur cette base-là, nous estimons que les conditions pour des élections libres et crédibles ne sont pas réunies. Mais la particularité de ces élections, c'est que le président sortant Pierre Nkurunziza, très controversé, n'est plus candidat. N'est-ce pas déjà un signe d'apaisement ? Je rappelle que le peuple burundais est un peuple souffrant et il n'y a aucun doute que le changement, la possibilité d'un changement à la tête de l'Etat, doit signifier pour les Burundais l'espoir d'un changement. Je pense aussi que c'est l'espoir de la communauté internationale. Et c'est sur cette base que nous, Commission d'enquête, nous avons formulé notre déclaration et c'est dans le même esprit que nous rédigeons nos rapports. Vous appelez les autorités burundaises, de même que les responsables des partis politiques, à redoubler d'efforts pour résoudre pacifiquement les tensions et les problèmes qui seront liés à ces élections. Mais on sait que ces scrutins ou bien ces élections se déroulent à huis clos, sans observateurs internationaux. Est-ce que dans ces conditions, on peut espérer un règlement pacifique des tensions liées aux élections ? Mais je crois qu'il faut toujours avoir l'espoir d'un règlement pacifique. Il faut parier sur l'existence au sein du peuple burundais d'hommes et de femmes qui se battent et qui se sont toujours battus pour l'amélioration de la situation et le respect de leurs droits fondamentaux. Donc, il n'y a aucun doute que les Burundais qui vont aller aux urnes aujourd'hui porteront au fond de leur cœur l'espoir que ces élections vont aboutir à une amélioration de leur situation, tant au niveau économique que social. Je dois rappeler que le peuple burundais est dans la misère, mais aussi au niveau du respect de nos droits fondamentaux. Egalement, les Burundais qui s'engagent sur le plan politique et démocratiquement souhaitent que leurs droits soient respectés. Les relations entre le gouvernement burundais et l'ONU sont compliquées depuis le début de la crise en 2015. Le gouvernement n'accepte pas les critiques et les rapports de la commission d'enquête dont Doudou Diène est le président.